

Sommaire

CHIFFRES CLÉS ET ANALYSE FINANCIÈRE	3-4
PERFORMANCES SIGNIFICATIVES	5
FAITS MARQUANTS ET ENGAGEMENTS CITOYENS	6-7
BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT	8-10
NOTES	11-41



Date d'ouverture

Janvier 1990



Capital au 31/12/2019

20,281 milliards de F CFA



Introduction en Bourse

17/11/2000



Conseil d'Administration au 31/12/2019

Paulin Laurent COSSI, Président
 Georges ABALLO
 Jean Joachim ADJOVI
 Edwige AKAN AHOUANMENO
 Benoît MAFFON
 BOA GROUP S.A., représenté par
 Amine BOUABID
 BOA WEST AFRICA, représenté par
 Abderrazzak ZEBDANI
 BANQUE OUEST AFRICAINE DE
 DÉVELOPPEMENT (BOAD),
 représentée par Ourèye SAKHO E.
 BMCE BANK, représenté par
 Zouhair KAISSI



Comité des sages au 31/12/2019

Barthélémy ASSOGBA CAKPO, Président
 Léonide ASSANKPON
 Marie-Antoinette DOSSOU
 Félicienne SOSSOUMIHEN



Commissaires aux Comptes

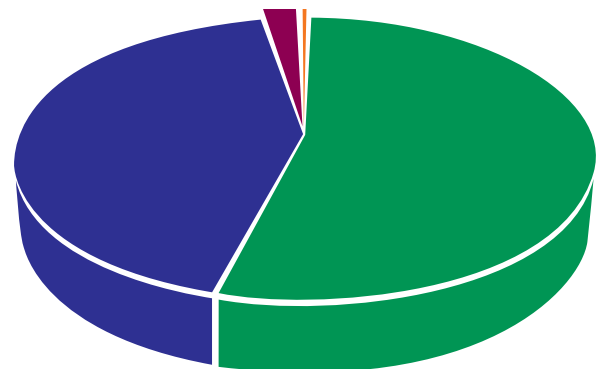
MAZARS BÉNIN
 FIDUCIAIRE D'AFRIQUE



Siège social

Avenue Jean-Paul II - 08 BP 0879 - Cotonou
 RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
 Tél. : (229) 21 31 32 28
 Fax : (229) 21 31 31 17
 SWIFT: AFRIBJBJ

Principaux actionnaires au 31/12/2019



■ BOA WEST AFRICA	54,11%
■ ACTIONNAIRES PRIVÉS	43,31%
■ BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)	2,34%
■ ATTICA S.A.	0,24%

Analyse Financière

Dans un environnement économique marqué par la fermeture des frontières par le Nigéria voisin au second semestre 2019, ayant pour corollaire la baisse des activités des PME et PMI, le total bilan de BANK OF AFRICA – BENIN (BOA-BENIN) s'est néanmoins élevé de 7 % d'une année à l'autre. Cette croissance est portée par la hausse du portefeuille titres de 4 %, des encours clientèle de 3 % et des immobilisations incorporelles de 18 %.

Les dépôts clientèle progressent de 7,3 % et BOA-BENIN maintient sa première place, avec plus de 25 % de parts en termes de collecte des dépôts.



information@bankofafrica.net
 www.boabenin.com



Chiffres Clés

(en million de F CFA)

Activité	2018	2019	Variation
Dépôts clientèle	579 129	621 296	7,3%
Créances clientèle	423 895	437 029	3,1%
Nombre d'agences	49	50	2,0%
Structure			
Total bilan	861 015	920 808	6,9%
Fonds propres (avant répartition)	79 714	85 833	7,7%
Effectif moyen pendant l'exercice	576	580	0,7%
Résultat			
Produit Net Bancaire	39 387	41 388	5,1%
Frais généraux d'exploitation (y compris amortissement)	22 529	22 690	0,7%
Résultat Brut d'Exploitation	16 858	18 698	10,9%
Coût du risque en montant (*)	3 570	2 820	-21,0%
Résultat Net	12 724	15 002	17,9%
Coefficient d'exploitation (%)	57,2%	54,8%	
Coût du risque (%)	-0,9%	-0,7%	
Rentabilité des actifs (ROA %)	1,4%	1,7%	
Rentabilité des fonds propres (ROE %)	16,4%	18,1%	
Solvabilité			
Tier 1	62 666	59 387	
Tier 2	1 784	479	
Risk Weighted Asset (RWA)	488 671	477 200	
Tier 1 + Tier 2 / RWA	13,2%	12,5%	

(*) Y compris fonds pour risques bancaires généraux

+ 0,5 %
Total bilan

Dépôts clientèle

2018

579 129 millions F CFA

2019

621 296 millions F CFA

Créances clientèle

+ 3,1 %

Résultat Brut d'Exploitation

+ 10,9 %

Les crédits directs nets à la Clientèle ressortent à 437 millions de F CFA. En progression de 3,1 %, ils maintiennent la Banque en position de leader, avec plus de 25 % de parts de marché.

Les produits sur opérations de trésorerie et interbancaires ont baissé de 20 %, suite à la baisse des encours sur la période annuelle. Les produits des opérations avec la clientèle, enregistrent par contre un léger accroissement de 1,4 % sur l'année. Les revenus tirés des titres de placement, en progression de 7,7 % ressortent à 21,5 millions de F CFA.

Les charges bancaires et interbancaires, en recul de 2,6 %, s'élèvent à 23,6 millions de F CFA.

Le Produit Net Bancaire affiche 41 388 millions de F CFA, soit une hausse de 5,1 % par rapport à celui de l'année 2018.

L'effet combiné de la maîtrise des charges et de l'amélioration du produit net bancaire a permis d'améliorer le coefficient d'exploitation : 54,8 % contre 57,2 % en 2018.

Après la prise en compte des dotations aux amortissements de 2 901 millions de F CFA, du coût du risque de 2 820 millions de F CFA, et de l'impôt sur les bénéfices de 886,6 millions de F CFA, la Banque affiche un résultat net de 15 002 millions de F CFA, en progression de 18 % par rapport à l'année précédente.

La rentabilité de l'actif progresse : 1,7 % contre 1,4 % il y a un an. Le rendement des fonds propres suit la même tendance à 18,1 %. Le ratio de solvabilité se situe à 12,6 % et demeure en conformité avec les normes régionales.

Performances significatives

(en million de F CFA)

Résultat Net

15,0 +17,9 %

2019

2018

12,7

Produit Net Bancaire

41,3 +5,1 %

2019

2018

39,3

Performances boursières

	2017	2018	2019	TCAM 17-19*
Cours de clôture au 31/12 (F CFA)	7 450	4 200	3 610	-30,4%
Performance annuelle	-10,7%	-43,6%	-14,0%	
Bénéfice par action (F CFA)	617	627	740	9,5%
Fonds propres par action (F CFA)	3 741	3 931	4 232	6,4%
Capitalisation boursière au 31/12 (milliards F CFA)	151,1	85,2	73,2	-30,4%
Dividende par action (**) (F CFA)	438	438	459	2,4%
Rendement du dividende	5,9%	10,4%	12,7%	
Price Earning Ratio	12,1x	6,7x	4,9x	
Price to Book	2,0x	1,1x	0,9x	

(*) Taux de croissance annuel moyen

(**) Dividende de l'exercice N



Séminaire BANK OF AFRICA

Faits marquants

Janvier

- Nouvelle version de la plateforme d'Internet Banking, mieux sécurisée et plus simple à utiliser : B-Web devient BOAweb.

Février

- Sponsoring du Marathon salésien de Parakou.
- Lancement d'une nouvelle gamme de cartes bancaires.

Mars

- Organisation d'une opération de dépistage gratuit des cancers du sein et du col de l'utérus à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme.

Avril

- Lancement de la campagne commerciale « Epargne ».
- Participation à un évènement organisé par le Groupe, à Abidjan : présentation des résultats au 31 décembre 2018 et perspectives des 6 BANK OF AFRICA cotées à la BRVM.

Juin

- Lancement d'une carte bancaire prépayée.
- Lancement de la campagne commerciale « Tous à l'Ecole ».

Juillet

- Lancement de l'application mobile « MyBOA ».

Septembre

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2019 pour les Administrateurs du Groupe à Madrid, en Espagne.

Novembre

- Inauguration de l'Agence de N'dali, ville située à 450 km de Cotonou, au nord-est du Bénin.

Décembre

- Lancement de la campagne commerciale « Tous en Fête ».



Marathon salésien de Parakou



Opération de dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus



Remise de cahiers



Inauguration de l'Agence de N'dali

Engagements Citoyens

A travers ses réalisations, BANK OF AFRICA - BENIN réaffirme son engagement d'acteur privé important dans le tissu socio-économique pour un développement harmonieux et durable du Bénin. Pour impacter positivement son environnement, BOA-BENIN axe sa stratégie citoyenne autour des valeurs suivantes :

- le droit de chaque être humain à un environnement sain, à la santé physique et mentale et au bien-être économique
- le droit de chaque enfant d'accéder à l'éducation

SOCIAL

- Soutien au Marathon Salésien de Parakou
- Sponsoring de la Journée Internationale de la Femme avec la Fondation BOA et la Jeune Chambre Economique (JCI) pour une opération de dépistage gratuit des cancers du sein et du col de l'utérus
- Construction d'un bâtiment dans le Centre d'Orientation de Perfectionnement et d'Apprentissage de Ouidah (COPAO) par la Fondation BOA
- Construction de trois centres de vie-écoles dans les villes de Bembèrèkè, Kandi et Malanville par la Fondation BOA
- Distribution de 86 000 cahiers « Tous à l'Ecole » à plusieurs écoles défavorisées dans les départements de Borgou, Alibori, Atacora et Donga
- Sponsoring de la 6e édition du concert de l'inclusion sociale des personnes handicapées en partenariat avec l'Ambassade de l'Allemagne et l'Association des handicapés
- Divers dons de la Fondation dans le cadre de l'opération « Noël Solidarité » : Association Handi Music Plus, Ecole Les Hibiscus, Ecole primaire Sékou Centre et orphelinat La Fontaine Divine.

ECONOMIE

- Sponsoring du projet Befinance BENIN INVESTMENT FORUM
- Sponsoring de l'organisation de la Journée Mondiale de l'Epargne 2019.

ENVIRONNEMENT

- Réalisation d'un forage et d'adduction d'eau à pompe solaire de Kpakpa-Agbagounlè dans la Commune de Dassa-Zoumè, par la Fondation BOA.

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

ACTIF	2018	2019
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	17 320 186 796	46 977 139 379
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES	259 430 448 430	285 682 175 502
CRÉANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES	35 370 857 260	34 552 616 003
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	423 894 703 783	437 028 787 163
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	44 516 218 712	30 757 151 061
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	15 251 266 609	15 251 563 161
ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS		
AUTRES ACTIFS	13 815 478 871	18 053 960 649
COMPTE DE RÉGULARISATION	3 784 353 924	1 077 852 867
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME	300 000 000	300 000 000
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES	21 582 146 884	21 582 146 884
PRÊTS SUBORDONNÉS		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 531 748 980	3 322 604 311
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 217 595 189	26 222 414 365
TOTAL ACTIF	861 015 005 439	920 808 411 347

HORS BILAN	2018	2019
ENGAGEMENTS DONNÉS	89 968 881 340	88 534 758 301
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	17 304 331 883	17 382 994 852
ENGAGEMENT DE GARANTIE	72 664 549 457	71 151 763 449
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

(en F CFA)

PASSIF	2018	2019
BANQUES CENTRALES CCP		
DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES	174 926 222 124	186 028 351 664
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	579 128 723 725	621 295 518 483
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	12 310 186 600	15 379 529 674
COMPTES DE RÉGULARISATION	6 556 502 547	5 647 452 811
PROVISIONS	6 595 463 772	6 145 301 231
EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS	1 783 583 789	478 898 509
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	79 714 322 882	85 833 358 976
CAPITAL SOUSCRIT	20 280 524 000	20 280 524 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	603 405 294	603 405 294
RÉSERVES	45 497 682 153	49 406 286 753
ECART DE REÉVALUATION		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	608 680 766	541 237 323
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	12 724 030 669	15 001 905 606
TOTAL PASSIF	861 015 005 439	920 808 411 347

HORS BILAN	2018	2019
ENGAGEMENTS REÇUS	1 091 099 213 304	1 080 979 248 479
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 414 000	
ENGAGEMENT DE GARANTIE	1 091 097 799 304	1 080 979 248 479
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

Résultat comparé des deux derniers exercices

(en F CFA)

	2018	2019
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	53 114 427 670	54 640 736 691
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS	-24 361 625 135	-23 702 810 519
REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE	1 052 777 947	1 017 369 900
COMMISSIONS (PRODUITS)	7 470 863 843	7 103 910 919
COMMISSIONS (CHARGES)	-670 390 236	-439 269 087
GAINS OU PERTES NETS SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	1 312 061 076	1 033 207 753
GAINS OU PERTES NETS SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉES	-27 772 443	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 543 089 988	1 823 528 727
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-46 477 601	-88 554 871
PRODUIT NET BANCAIRE	39 386 955 109	41 388 119 513
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-19 871 200 478	-19 789 016 447
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOB CORP ET INCORP	-2 657 617 037	-2 901 029 025
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	16 858 137 594	18 698 074 041
COÛT DU RISQUE	-3 569 556 684	-2 820 351 047
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	13 288 580 910	15 877 722 994
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	35 545 657	10 831 489
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	13 324 126 567	15 888 554 483
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-600 095 898	-886 648 877
RÉSULTAT NET	12 724 030 669	15 001 905 606

ANNEXES

Note sur les principes et méthodes comptables

A- Déclaration de conformité au plan comptable bancaire de l'UMOA

Les états financiers ont été établis conformément au plan comptable bancaire révisé de l'UMOA, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2018.

B- Indication des règles et méthodes comptables appliquées par l'établissement

Les états financiers ont été établis conformément aux principes et méthodes comptables retenus par le plan comptable révisé de l'UMOA, notamment :

- La permanence des méthodes
- La transparence
- La prudence
- La spécialisation des exercices
- L'intangibilité du bilan d'ouverture
- L'importance significative
- La prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique.

Les intérêts et commissions assimilées ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément au principe de la séparation des exercices. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

Les créances et les dettes, ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises, sont converties en F CFA aux cours de change applicables aux opérations au 31 décembre 2019.

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté journalier ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou de paiement.

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire Révisé (PCBR). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues.

La banque applique notamment les dispositions de l'instruction 026-11-2016 du PCBR relatives à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance. Les engagements en souffrance comprennent :

- les créances restructurés : créances ayant fait l'objet de mesures de renégociation consistant en des concessions envers une contrepartie qui éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers;
- les créances douteuses ou litigieuses : créances, échues ou non, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement partiel ou total.

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Dans le cadre de l'application des principes et méthodes relatives aux engagements en souffrance, la banque a choisi d'effectuer en supplémentaire des provisions pour risques et charges pour les comptes dormants éligibles au déclassement à la date de l'arrêté. Pour ces créances les ajustements complémentaires de dépréciation se feront au cours du mois de février 2020

Conformément à l'instruction 029-11-2016 du PCBR relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres, la Banque classe les titres qu'elle détient en portefeuille dans les catégories suivantes :

- Les titres de transaction qui sont des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou encore les titres détenus du fait de l'activité d'animateur du marché
- Les titres d'investissement qui sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance
- Les titres de participations qui sont des titres à revenu variable dont la possession durable est estimée utile à l'entreprise
- Les titres de l'activité de portefeuille qui sont des titres à revenu variable dont l'acquisition a pour objet d'en tirer un gain en capital à moyen terme
- Les titres de placement constitués essentiellement de fonds commun de placement

Les titres sont comptabilisés et évalués selon les dispositions de l'instruction 029-11-2018 du PCBR

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

CONSTRUCTIONS	5 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENTS ET INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU, OUTILLAGE (SELON NATURE)	10 % et 15 %
MATÉRIEL ET LOGICIEL INFORMATIQUE	20 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

Enfin, les mises à jour du système d'information relativement au nouveau référentiel, entré en vigueur le 1er janvier 2018, ne sont pas entièrement finalisées et sont en cours.

4.2. Les dérogations

INDICATION DE DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
A- DÉROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	Nous n'avons pas de dérogations aux principes comptables fondamentaux	
B- DÉROGATIONS AUX RÈGLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	<p>1 - Dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31/12/2019, la Direction a pris l'option de ne pas déclasser les engagements de l'Etat pour un montant de FCFA 128 984 millions. Les engagements concernés sont les suivants :</p> <p>ETAT DU BENIN FINANCEMENT : 21 227 millions de FCFA ; PROJET AEROPORT DE TOUROU : 15 306 millions de FCFA ; ETAT/DETTES DUES PAR L'AFH : 6 622 millions de FCFA ; ROUTE NATITINGOU BOUKOUMBE : 32 497 millions de FCFA ; ENTREPRISE ADEOTI : 25 878 millions de FCFA ; ASER/PNUER : FCFA 19 249 millions ; SOGIP SA/ETAT DU SENEGAL : FCFA 7 829 millions ; Organismes publics autres que l'administration centrale (BENIN) : FCFA 377 millions</p> <p>La dette SOGIP SA ETAT DU SENEGAL est en cours de restructuration à la date d'arrêté</p>	
C- DÉROGATIONS AUX RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	Nous n'avons pas de dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	

4.3. Les changements de méthodes

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
A- CHANGEMENTS AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION	Il n'y a pas eu de changements affectant les méthodes d'évaluation	
B- CHANGEMENT AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION	Il n'y a pas eu de changements affectant les règles de présentation	

4.4. Les créances sur les établissements de crédit et assimilées

La note relative aux créances sur les établissements de crédit et assimilés fait référence principalement aux attributs :

« pays de résidence » et « agent économique » définis dans l'instruction n°24-11-2016 de la BCEAO.

Les données de l'exercice de référence sont ventilées en colonne selon la nature des contreparties ci-après :

- les Banques Centrales et les Centres des Chèques Postaux ;
- les banques dans l'UMOA ;
- les autres établissements de crédit et assimilés dans l'UMOA (établissements financiers à caractère bancaire et aux systèmes financiers décentralisés) ;
- les banques du « reste du monde ». Il s'agit notamment de correspondants ne résidant pas dans l'UMOA ;

- les institutions financières internationales ou étrangères. Le contenu de cette notion est précisé par l'instruction n°24-11-2016 de la BCEAO.

Les créances interbancaires doivent être réparties en ligne entre :

- les comptes ordinaires débiteurs,
- les prêts (hors valeurs reçues en pension livrée),
- les valeurs reçues en pension livrée,
- les créances en souffrance et les dépréciations.

Les créances admissibles au refinancement de la BCEAO doivent être mises en exergue.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

	BANQUES CENTRALES, CCP	BANQUES DANS L'UMOA	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DANS L'UMOA	BANQUES RESTE DU MONDE	INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES OU ÉTRANGÈRES	TOTAL AU 31/12/2019	TOTAL AU 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	90	1 798			10 876	12 764	7 567
PRÊTS		19 952				19 952	27 804
COMPTES ET PRÊTS AU JOUR LE JOUR							
PRÊTS À TERME		19 952				19 952	27 804
VALEURS REÇUES EN PENSION LIVRÉE		0					
VALEURS REÇUES EN PENSION AU JOUR LE JOUR							
VALEURS REÇUES EN PENSION À TERME							
CRÉANCES EN SOUFFRANCE		2 143				2 143	
TOTAL AVANT DÉPRÉCIATIONS	90	23 893	0	0	10 876	34 859	35 371
DONT ADMISSIBLE AU REFINANCEMENT DE LA BCEAO (***)							
DÉPRÉCIATIONS	0	306	0	0	0	306	0
TOTAL APRÈS DÉPRÉCIATIONS	90	23 587	0	0	10 876	34 553	35 371

(Montants en millions de F CFA)

4.5. Les créances sur la clientèle

La note annexe 4.5 fait essentiellement référence à l'attribut « agent économique ».

Les données de l'exercice de référence sont ventilées en colonne selon la nature des contreparties, telle que définie par l'instruction n°24112016 de la BCEAO, comme suit :

- Etat et assimilés. Il s'agit des contreparties « administrations publiques » qui comprennent notamment le Trésor Public ;
- institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) ;
- sociétés financières, à l'exception des contreparties classés dans les établissements de crédit et assimilés ;
- particuliers ;
- autres : toutes les contreparties autres que celles figurant dans les établissements de crédit et assimilés ou la clientèle.

Les créances sur la clientèle doivent être réparties entre :

- les comptes ordinaires débiteurs,
- les prêts à terme (hors opérations de pension livrée,
- les opérations de pension livrée
- les opérations de location-financement et d'affacturage,
- les créances en souffrance et les dépréciations y afférentes.

Les créances sur la clientèle admissibles au refinancement de la BCEAO doivent être mises en exergue.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

CRÉANCES CLIENTÈLE	ETAT ET ASSIMILÉS	ISBLSM	SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	PARTICULIERS	AUTRES	TOTAL AU 31/12/2019	TOTAL AU 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS (*)	13			11 172		11 185	11 990
PRÊTS À TERME	129 713	19 868	5 500	253 915		408 996	387 223
OPÉRATIONS DE PENSION LIVRÉE							
OPÉRATIONS DE LOCATION-FINANCEMENT				1 591		1 591	2 030
AFFACTURAGE							
CRÉANCES EN SOUFFRANCE				62 263		62 263	89 221
TOTAL AVANT DÉPRÉCIATIONS	129 726	19 868	5 500	328 941	0	484 035	490 464
DONT ADMISSIBLE AU REFINANCEMENT DE LA BCEAO (****)							
DÉPRÉCIATIONS				47 006		47 006	66 569
TOTAL APRÈS DÉPRÉCIATIONS	129 726	19 868	5 500	281 935	0	437 029	423 895

(Montants en millions de F CFA)

4.6. Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable

La note annexe 4.6 traite du portefeuille de titres des établissements de crédit, hormis ceux acquis dans une intention de contrôle et qui figurent dans la rubrique « Titres de participation et emplois assimilés ». Les soldes sont présentés pour l'exercice de référence et l'exercice précédent selon la ventilation suivante :

- les effets publics : ils comprennent les bons et obligations du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics, (éligibles aux interventions de la banque centrale);
- les autres obligations et titres à revenu fixe ;
- les actions et autres titres à revenu variable.

Le portefeuille est subdivisé selon son classement comptable en isolant à chaque fois le portefeuille coté.

Il est également requis de renseigner les informations suivantes, pour les différentes catégories de titres, à l'exception des titres de transaction :

- valeur brute ;
- montant des dépréciations ;
- montant net.

Il convient de préciser que le portefeuille de transaction n'a pas vocation à être déprécié puisqu'il est valorisé en juste valeur.

Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

TITRES	31/12/2019				31/12/2018			
	EFFETS PUBLICS ET ASSIMILÉS	AUTRES OBLIGATIONS ET TITRES À REVENU FIXE	ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	TOTAL	EFFETS PUBLICS ET ASSIMILÉS	AUTRES OBLIGATION ET TITRES À REVENU FIXE	ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	TOTAL
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	25 255			25 255	18 116			18 116
DONT COTÉ	25 255			25 255	18 116			18 116
PORTEF. DE PLACEMENT ET L'ACT. DE PORTEF.								
BRUT	8 741		15 653	24 394			15 649	15 649
DÉPRÉCIATIONS			402	402			398	398
NET	8 741		15 251	23 992			15 251	15 251
DONT COTÉ			13 148	13 148			13 148	13 148
PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT								
BRUT	251 686	30 758		282 444	241 314	44 516		285 830
DÉPRÉCIATIONS	251 686	30 758	0	282 444	241 314	44 516	0	285 830
NET								
DONT COTÉ								
TOTAL	285 682	30 758	15 251	331 691	259 430	44 516	15 251	319 197

(Montants en millions de F CFA)

4.7. Les titres de participation et emplois assimilés

La note annexe 4.7 complète les informations sur le portefeuille de titres des établissements de crédit en donnant des précisions sur les titres acquis dans une optique de contrôle, notamment les parts dans les entreprises liées et les titres de participation.

Il mentionne également les autres titres détenus à long terme, acquis dans la perspective de relations professionnelles durables avec l'émetteur.

L'information fournie concerne l'exercice de référence et l'exercice précédent. Elle est renseignée pour chaque titre selon les critères suivants :

- le pays d'implantation de l'émetteur du titre.
- le caractère coté ou non coté : il donne une information sur la liquidité du titre ;
- le secteur d'activité de l'émetteur ;
- le capital social de l'émetteur ;
- le pourcentage de détention par l'établissement déclarant : il permet d'apprécier le classement effectué entre les différentes catégories de participation ;
- le prix d'acquisition du titre ;
- la valeur comptable nette sur les deux exercices concernés ;
- les produits générés sur l'exercice : il s'agit notamment des dividendes et des indemnités de fonction (présent au conseil d'administration de l'émetteur).

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	PAYS D'IMPLANTATION	COTÉ/NON COTÉ	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	POURCENTAGE DE DÉTENTION	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE (N)	VALEUR COMPTABLE NETTE (N+1)	PRODUITS GÉNÉRÉS SUR L'EXERCICE (DIVIDENDES + JETONS DE PRÉSENCE)
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES						22 038	21 582	21 582	675
BANK OF AFRICA - KENYA	KENYA	NON	BANQUE	35 755	31%	20 644	20 644	20 644	
BOA FRANCE	FRANCE	NON	BANQUE	4 592	11%	947	491	491	
TITRES SCI OLYMPE	CÔTE D'IVOIRE	NON	IMMOBILIER	200	33%	65	65	65	
TITRES STE AISSA	BÉNIN	NON	INFORMATIQUE	42	17%	7	7	7	
TITRES AGORA	CÔTE D'IVOIRE	NON	PRISE DE PARTICIPATION	5 000	8%	375	375	375	675
TITRES DE PARTICIPATIONS						300	300	300	5
TITRES CRRH - UEMOA	TOGO	NON	ETS FINANCIERS	8 375	2%	200	200	200	
TITRES ALLIANZ BENIN	BÉNIN	NON	ASSURANCES	1 000	10,00%	100	100	100	5
AUTRES TITRES DETENUS À LONG TERME									

(Montants en millions de F CFA)

4.8. Les immobilisations corporelles et incorporelles

La note 4.8 y relative présente une variation des immobilisations et des amortissements sur l'exercice de référence, en indiquant les montants en début de période, les mouvements de l'exercice et les soldes de clôture tel qu'il figure au bilan de la période sous revue.

Les immobilisations sont catégorisées selon qu'elles relèvent ou non de l'exploitation.

La note permet de distinguer les immobilisations prises en location-financement de celles mises en location simple.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

IMMOBILISATIONS	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	ACQUISITIONS DE L'EXERCICE RÉVALORISATIONS	CESSION OU RETRAIT DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS / DÉPRÉCIATIONS				MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					EN DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	EN FIN D'EXERCICE	
IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	42 817	2 190	101	44 906	24 299	2 492	83	26 708	18 198
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 057	204	0	7 261	3 526	413	0	3 939	3 322
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 760	1 986	101	37 645	20 773	2 079	83	22 769	14 876
- PRISES EN LOCATION-FINANCEMENT									
- MISES EN LOCATION-SIMPLE									
- AUTRES	35 760	1 986	101	37 645	20 773	2 079	83	22 769	14 987
IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	8 399	4 524	0	12 923	1 167	408	0	1 576	11 347
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 399	4 524	0	12 923	1 167	408	0	1 576	11 347

(Montants en millions de F CFA)

4.9. Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés

La présente note fait référence aux attributs « résidence » et « agent économique » définis dans l'instruction n°24-11-2016 de la BCEAO.

Les soldes sont présentés pour l'exercice de référence et l'exercice précédent, les données de l'exercice de référence étant ventilées selon la nature des contreparties ci-après :

- les Banques Centrales et les CCP ;
- les banques dans l'UMOA ;
- les autres établissements de crédit et assimilés dans l'UMOA ;
- les banques du « reste du monde » ;
- les institutions financières internationales ou étrangères.

Les dettes doivent être ventilées entre les comptes ordinaires créditeurs, les emprunts (hors valeurs données en pension livrée) et les valeurs données en pension livrée.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DETTES	BANQUES CENTRALES, CCP	BANQUES DANS L'UMOA	AUTRES ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DANS L'UMOA	BANQUES RESTE DU MONDE	INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES OU ÉTRANGÈRES	TOTAL AU 31/12/2019	TOTAL AU 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		2 703	3 724		8 459	14 887	12 178
EMPRUNTS				307		307	409
AU TITRE DU MARCHÉ MONÉTAIRE							
AU JOUR LE JOUR							
À TERME				307		307	409
VALEUR DONNÉES EN PENSION LIVRÉE	170 834					170 834	162 339
AU JOUR LE JOUR							
À TERME	170 834					170 834	162 339
TOTAL	170 834	2 703	3 724	307	8 459	186 028	174 926

(Montants en millions de F CFA)

4.10. Les dépôts de la clientèle

La note annexe 4.10 fait référence à l'attribut « agent économique ».

Les données de l'exercice de référence sont ventilées selon la nature des contreparties, telle que définie par l'instruction n°24-11-2016 comme suit :

- l'Etat et assimilés. Il s'agit des contreparties « administrations publiques » qui comprennent notamment le Trésor Public ;
- les institutions sans but lucratif au service des ménages, définies par l'instruction précédente ;
- les sociétés financières. Il s'agit des sociétés financières, à l'exception des contreparties classés dans les établissements de crédit et assimilés ;
- les particuliers ;
- les autres : toutes les contreparties autres que celles figurant dans les établissements de crédit et assimilés ainsi que la clientèle.

Les dettes doivent être réparties entre les comptes ordinaires créditeurs, les dépôts à terme, les opérations de pension livrée, les comptes d'épargne à régime spécial et les autres dépôts.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DÉPÔTS	ETATS ET ASSIMILÉS	ISBLSM	SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	PARTICULIERS	AUTRES	TOTAL AU 31/12/2019	TOTAL AU 31/12/2018
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	62 455	60 521		131 855		254 832	256 078
COMPTES ET DÉPÔTS À TERME	104 875	22 094	50	103 548		230 567	195 088
OPÉRATIONS DE PENSION LIVRÉE							
COMPTE D'EPARGNE À RÉGIME SPÉCIAL				118 763		118 763	112 339
AUTRES DÉPÔTS				17 134		17 134	15 625
TOTAL	167 330	82 615	50	371 300	0	621 296	579 129

(Montants en millions de F CFA)

4.11. Les dettes représentées par un titre, emprunts et titres émis subordonnés

La note annexe 4.11 répartit les éléments requis en deux catégories :

- les dettes représentées par un titre, ventilées entre les emprunts obligataires et les autres dettes ;
- les emprunts et titres émis subordonnés, selon leur échéance déterminée ou non.

Sont considérés comme subordonnés, les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts et dont le remboursement en cas de liquidation n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Du fait de cette subordination, ces emprunts et titres émis sont assimilés à des quasi fonds propres.

A l'intérieur des deux grandes rubriques susmentionnées, les informations suivantes doivent être fournies par ligne d'émission :

- la devise de l'émission ;
- le montant de l'émission ;

- le taux d'intérêt ;
- l'existence ou non de conditions suspensives de paiement des coupons : il s'agit en général de l'une des conditions de subordination requises des emprunts subordonnés ;
- l'échéance de remboursement ou l'échéance de remboursement de la dernière annuité dans le cas d'une émission amortissable ;
- le montant net tel qu'il apparaît au passif du bilan.

Le montant éventuellement admis dans le calcul des fonds propres prudentiels, eu égard aux conditions d'éligibilité retenus dans le dispositif prudentiel.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE, EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS	DEVISE	MONTANT EN DEVISE À L'ORIGINE	TAUX D'INTÉRÊT	CONDITIONS SUSPENSIVES DE PAIEMENT DES COUPONS	ÉCHÉANCES	MONTANT AU 31/12/2019	MONTANT ADMIS DANS LES FONDS PROPRES PRUDENTIELS
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE						0	
- EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0	0	0	0	0	
- AUTRES DETTES		0	0	0	0	0	0
EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS						479	0
- À DURÉE DÉTERMINÉE	EURO	7 294	5,90%	0	0	479	0
- À DURÉE INDÉTERMINÉE	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL						479	

(Montants en millions de F CFA)

4.12. Les dépréciations et provisions

La note annexe 4.12 correspond à un tableau de variation des dépréciations et provisions sur l'exercice de référence et précise les motifs de reprise (dépréciation ou provision sans objet, autre motif à préciser). Conformément à la terminologie retenue :

- les dépréciations sont calculées sur les actifs. Elles sont présentées selon la nature des actifs (créances interbancaires, créances clientèle, titres et autres)
- les provisions constituent des passifs à présenter également selon leur nature (risque d'exécution d'engagement par signature, pensions de retraite et obligations similaires, autres risques et charges).

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS	31/12/2018	DOTATIONS	REPRISES		31/12/2019
			SANS OBJET	AUTRES	
DÉPRÉCIATIONS	68 139	8 057	25 425	1 812	48 959
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		306			306
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	66 569	7 675	25 425	1 812	47 007
TITRES DE PLACEMENT	30				30
TITRES DE PARTICIPATION ET ASSIMILÉS	456				456
AUTRES ACTIFS	1 083	76			1 159
PROVISIONS	6 595	618	1 067	0	6 146
RISQUES D'EXÉCUTION D'ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT					
RISQUES D'EXÉCUTION D'ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE SUR CLIENTÈLE	2 294	191	857		1 628
PENSIONS DE RETRAITE ET OBLIGATIONS SIMILAIRES	42				42
AUTRES RISQUES ET CHARGES	4 259	427	210		4 476

(Montants en millions de F CFA)

4.13. La variation des capitaux propres

La note annexe 4.13 retrace la variation des éléments constitutifs des capitaux propres sur l'exercice de référence et l'exercice précédent, notamment le capital social, les primes liées au capital, les réserves et le report à nouveau.

Des lignes relatives aux ajustements de début de période sont prévues pour tenir compte de la possibilité de comptabilisation sur cette rubrique.

Le traitement de l'impact de la transition vers le PCB révisé constitue un exemple d'ajustement des capitaux propres en début de période.

Les ajustements effectués par l'établissement doivent être commentés dans la note.

Les lignes dénommées « Augmentation, réduction de capital » permettent de remplir les colonnes « capital » et « primes d'émission et de fusion ».

Celles dénommées « Résultat de la période » et « Distribution de dividendes » doivent être remplies uniquement pour la colonne « Réserves, report à nouveau, résultat », le montant relatif aux distributions de dividendes étant présenté en déduction du résultat.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	CAPITAL	PRIMES D'EMISSION ET DE FUSION	RÉSERVES, REPORT À NOUVEAU, RÉSULTAT	CAPITAUX PROPRES
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017	20 281	603	54 989	75 873
AJUSTEMENTS DE DÉBUT DE PÉRIODE				
CAPITAUX PROPRES AU 1/01/2018	20 281	603	54 989	75 873
AUGMENTATION / RÉDUCTION DE CAPITAL				
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE			12 724	12 724
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES			-8 883	-8 883
AUTRES MOUVEMENTS				
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2019	20 281	603	58 830	79 714
AJUSTEMENTS DE DÉBUT DE PÉRIODE				
CAPITAUX PROPRES AU 1/01/2020	20 281	603	58 830	79 714
AUGMENTATION / RÉDUCTION DE CAPITAL				
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE			15 001	15 002
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES			-8 883	-8 883
AUTRES MOUVEMENTS				
BILAN AU 31/12/2019	20 281	603	64 948	85 833

(Montants en millions de F CFA)

4.14. La répartition du capital et des droits de vote

La note annexe 4.14 relative à la répartition du capital et des droits de vote représente la structure du capital de l'établissement déclarant.

Le capital est ainsi ventilé entre les personnes morales (y compris les administrations publiques), les personnes physiques hors salariés et les salariés, l'information étant fournie de façon nominative au titre de :

- la nationalité de l'actionnaire ;
- l'adresse de domiciliation de l'actionnaire ;
- le nombre de titres détenus par l'actionnaire ;
- la part du capital détenue par l'actionnaire ;
- le pourcentage de droits de vote de l'actionnaire.

Cette information est importante avec l'introduction dans le droit des sociétés commerciales des actions dénommées « actions de préférence sans droit de vote ».

Cet état de fait peut contribuer à renforcer le contrôle au-delà de l'information fournie par le pourcentage d'intérêt.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

MONTANT DU CAPITAL
MONTANT DU CAPITAL SOUSCRIPTEUR ET NON APPELÉ
VALEUR NOMINALE DES TITRES

IDENTITÉ DES ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS	NATIONALITÉ	ADRESSE	NOMBRE DE TITRES DÉTENUS		PART DU CAPITAL	POURCENTAGE DE DROITS DE VOTE
			31/12/2019	31/12/2018		
PERSONNES MORALES			11 497 458	11 497 458	57%	57%
- DONT ETAT	BÉNIN	BÉNIN	0	0	0%	0%
- DONT ORGANISMES PUBLICS			11 497 458	11 497 458	57%	57%
BOA WEST AFRICA	CÔTE D'IVOIRE	CÔTE D'IVOIRE	10 973 498	10 973 498	54%	54%
ATTICA	CÔTE D'IVOIRE	CÔTE D'IVOIRE	48 900	48 900	0%	0%
BOAD	TOGO	TOGO	475 060	475 060	2%	2%
CNSS	BÉNIN	BÉNIN	0	0	0%	0%
LA POSTE DU BÉNIN	BÉNIN	BÉNIN	0	0	0%	0%
PERSONNES PHYSIQUES HORS SALARIÉS			8 783 066	8 783 066	43%	43%
ACTIONNAIRES PRIVÉS			8 783 066	8 783 066	43%	43%
SALARIÉS			0	0	0%	0%
TOTAL			20 280 524	20 280 524	100%	100%

(Montants en millions de F CFA)

4.15. La ventilation des emplois et ressources suivant la durée résiduelle

La note annexe 4.15 a pour objectif de donner une information sur la liquidité de l'établissement déclarant, étant entendu que le ratio de liquidité auquel sont soumis les établissements de crédit est déterminé selon des modalités précisées par le dispositif prudentiel.

Les ventilations prévues sont conformes à l'attribut « durée résiduelle » définie dans l'instruction n°24-11-2016 de la BCEAO.

L'actif et le passif sont présentés selon leurs principales composantes, à l'exclusion respectivement des immobilisations et des capitaux propres et ressources assimilées dont la maturité n'a pas vocation à impacter le ratio de liquidité.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

EMPLOIS/RESSOURCES	MOINS DE 1 MOIS	1 MOIS À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL AU 31/12/2019
ACTIF						
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 398	7 567	18 292	5 333	1 963	34 553
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE		24 357	43 940	348 546	20 185	437 028
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE		1 500	9 602	19 656		30 758
TITRES DE TRANSACTION			7 495		17 760	25 255
TITRES DE PLACEMENT				8 543		8 543
TITRES D'INVESTISSEMENT		9 373	49 884	163 103	24 875	247 235
TOTAL	1 398	42 797	129 213	545 181	64 783	783 372
PASSIF						
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	3 854	172 288	2 669	7 468		186 279
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE		97 730	260 276	255 412	7 878	621 296
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE						
TOTAL	3 854	270 018	262 945	262 880	7 878	807 575

(Montants en millions de F CFA)

4.16. Les opérations en devises

La note annexe 4.16 a pour objet de renseigner la position de l'établissement déclarant par rapport à chaque devise dans laquelle il effectue des opérations.

Aucune compensation n'est effectuée entre les actifs et les passifs d'une part et, d'autre part, entre les devises à recevoir et les devises à livrer.

Les informations sont données pour l'exercice de référence et l'exercice précédent.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

DEVICES	31/12/2019				31/12/2018			
	ACTIF	PASSIF	DEVICES À RECEVOIR	DEVICES À LIVRER	ACTIF	PASSIF	DEVICES À RECEVOIR	DEVICES À LIVRER
FRANC CFA - BCEAO	907 383	909 578			851 605	852 137	1 094	1 094
FRANC CFA - BEAC COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE AFRICAINE	66	6						
NAIRA	198				187			
DOLLAR CANADIEN	9				9	27		
DOLLAR AMÉRICAIN	2 430	1 606			2 327	1 576		
FRANC SUISSE	46				114			
EURO	10 606	9 618	200	200	6 715	7 874	200	200
LIVRE STERLING	70				58			
FRANCS MALGACH						1		
TOTAL	920 808	920 808	200	200	861 015	861 615	1 294	1 294

(Montants en millions de F CFA)

4.17. Engagements de financement et de garantie

ENGAGEMENTS	31/12/2018	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	89 969	88 535
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DES ÉTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
CRÉDITS DOCUMENTAIRES		
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
OUVERTURES DE CRÉDITS CONFIRMÉS		
AUTRES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	17 304	17 383
CRÉDIT DOCUMENTAIRES IMPORT		
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
OUVERTURES DE CRÉDITS CONFIRMÉS	326	326
AUTRES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	16 978	17 057
ENGAGEMENTS DE GARANTIES D'ORDRE DES ÉTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
CONFIRMATIONS D'OUVERTURES DE CRÉDITS DOCUMENTAIRES		
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	72 665	71 152
OBLIGATIONS CAUTIONNÉES		
CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES DONNÉS	71 326	69 544
GARANTIES DE REMBOURSEMENT DE CRÉDITS		
AUTRES GARANTIES DONNÉES	1 339	1 608
ENGAGEMENTS DOUTEUX		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	1 091 097	1 080 980
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS DES ÉTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	218 644	204 407
CRÉDITS DOCUMENTAIRES		
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
OUVERTURES DE CRÉDITS CONFIRMÉS		
AUTRES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	218 644	204 407
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS DE LA CLIENTÈLE	18 898	19 280
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
AUTRES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	18 898	19 280
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DES ÉTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	215 996	241 845
CONFIRMATIONS D'OUVERTURE DE CRÉDITS DOCUMENTAIRES		
ACCEPTATIONS OU ENGAGEMENTS DE PAYER		
AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS	215 996	241 845
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE LA CLIENTÈLE	637 559	615 448
GARANTIES REÇUES DE L'ÉTAT ET DES ORGANISMES ASSIMILÉS		
GARANTIES REÇUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE CAPITALISATION		
GARANTIES REÇUES DE LA CLIENTÈLE FINANCIÈRE		
AUTRES GARANTIES REÇUES	637 559	615 448

(Montants en millions de F CFA)

4.18. Les valeurs et sûretés reçues / données en garantie

La note annexe 4.18 relative aux garanties est scindée en deux parties, distinguant d'une part, les valeurs et sûretés reçues en garantie et, d'autre, part les valeurs et sûretés données en garantie.

Les informations fournies constituent un indicateur sur la politique de prise de risque des établissements de crédit.

Les valeurs et sûretés sont réparties entre :

- les effets publics et valeurs assimilées ;
- les autres titres ;
- les hypothèques ;
- les autres valeurs et sûretés réelles.

Les informations fournies en colonne concernent la valeur comptable des garanties, les rubriques du bilan et du hors-bilan concernées par les garanties et le montant des actifs, passifs ou engagements couverts par ces garanties.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANT DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS DONNÉS COUVERTS
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES			
AUTRES TITRES			
HYPOTHÈQUES	266 896		
AUTRES VALEURS ET SÛRETÉS RÉELLES	814 084		
TOTAL	1 080 980		

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR NETTE COMPTABLE	RUBRIQUE DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU ENGAGEMENTS REÇUS	MONTANT DES DETTES ET DES ENGAGEMENTS REÇUS COUVERTS
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES			
AUTRES TITRES	17 383		
HYPOTHÈQUES	71 152		
AUTRES VALEURS ET SÛRETÉS RÉELLES			
TOTAL	88 535		

(Montants en millions de F CFA)

4.19. Le coût du risque

L'importance de cette nouvelle notion justifie qu'elle soit présentée sur une période de trois (3) ans, elle est répartie entre les deux principales catégories de contreparties (établissements de crédit et clientèle).

Une troisième rubrique dénommée « autres risques » permet de renseigner les autres types de risques.

Concernant spécifiquement les deux contreparties identifiées, une répartition est faite entre :

- les dotations nettes pour dépréciations;
- les pertes non couvertes par des dépréciations ;
- les récupérations sur créances amorties.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

COÛT DU RISQUE	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS			306
DOTATIONS NETTES POUR DÉPRÉCIATIONS			306
PERTES NON COUVERTES PAR DES DÉPRÉCIATIONS			
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES			
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	5 318	3 571	-2 820
DOTATIONS NETTES POUR DÉPRÉCIATIONS	5 103	1 953	21 442
PERTES NON COUVERTES PAR DES DÉPRÉCIATIONS	254	1 717	24 612
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	39	99	350
AUTRES RISQUES	0	0	0

(Montants en millions de F CFA)

4.20. L'évolution des résultats et autres éléments d'importance significative

Les informations de la note annexe 4.20 sont également présentées sur une période de trois (3) ans, notamment l'exercice de référence et les deux exercices précédents.

Elles concernent principalement :

- les opérations et résultat de l'exercice (produit net bancaire, résultat d'exploitation, impôt sur le résultat, résultat net) ;
- le résultat par action (résultat net par action ou part sociale et bénéfice distribué par action ou part sociale) ;
- le personnel et la politique salariale (rémunérations brutes de l'exercice, avantages sociaux versés aux personnels, participations et intéressements, effectifs moyen au cours de l'exercice).

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

EVOLUTION DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	75 873	79 714	85 675
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
PRODUIT NET BANCAIRE	42 156	39 387	41 388
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	13 097	13 289	15 878
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	578	600	887
RÉSULTAT NET	12 523	12 724	15 002
RÉSULTAT PAR ACTION			
RÉSULTAT NET PAR ACTION OU PART SOCIALE	617	627	740
BÉNÉFICE DISTRIBUÉ PAR ACTION OU PART SOCIALE	438		
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE			
RÉMUNÉRATIONS BRUTES DE L'EXERCICE	7 133	8 674	7 806
AVANTAGES SOCIAUX VERSÉS AUX PERSONNELS	2 187	2 660	108
PARTICIPATIONS ET INTÉRESSEMENT			
EFFECTIF MOYEN AU COURS DE L'EXERCICE	594	596	602

(Montants en millions de F CFA)

4.21. Les informations sectorielles

Retracées dans la note annexe 4.21, les informations sectorielles sont particulièrement utiles pour les entités détenant des succursales auxquels l'établissement déclarant est ainsi exposé dans d'autres Etats membres de l'UMOA ou à l'étranger car elles permettent de ventiler les actifs, passifs, engagements de hors-bilan et résultats suivant l'attribut « pays de résidence » défini dans l'instruction n°24-11-2016 de la BCEAO. Si l'information financière contenue dans le bilan, le hors bilan et le compte de résultat occulte l'information sectorielle, la présente note matérialise l'intérêt de faire ressortir ces informations, qui renseignent sur la rentabilité des investissements réalisés en dehors de l'Etat d'implantation et les risques.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

	ETAT DU DÉCLARANT	AUTRES ÉTATS DE L'UMOA	AUTRES RÉSIDENTS UMOA	RESTE DU MONDE	TOTAL 31/12/2019	TOTAL 31/12/2018
BILAN						
ACTIF	920 808				920 808	861 015
PASSIF	920 808				920 808	861 015
HORS BILAN						
ENGAGEMENTS DONNÉS	88 535				88 535	89 969
ENGAGEMENTS REÇUS	1 080 979				1 080 979	1 091 099
COMPTE DE RÉSULTAT						
PRODUIT NET BANCAIRE	41 388				41 388	39 387

4.22. Les rémunérations et avantages des dirigeants

La publication des informations relatives aux rémunérations et avantages des dirigeants participe à la bonne gouvernance des établissements de crédit.

Elles font l'objet de la note annexe 4.22. Il ne s'agit pas d'une publication individuelle, mais plutôt d'une information globale sur deux exercices, ventilée comme suit :

- rémunérations brutes y compris les indemnités de fonction et les avantages en nature ;
- rémunérations à base d'action ;
- avantages postérieurs à l'emploi, y compris les indemnités de fin de contrat de travail ;
- assurance maladie ;
- autres avantages.

Les dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités d'un établissement, y compris les administrateurs de cet établissement.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES	31/12/2018	31/12/2019
RÉMUNÉRATIONS BRUTES Y COMPRIS LES INDEMNITÉS DE FONCTION ET LES AVANTAGES EN NATURE	2 832	3 550
RÉMUNÉRATIONS BRUTES	2 610	3 311
INDEMNITÉ DE FONCTION	208	213
AVANTAGES EN NATURE	14	26
PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS		
NOMBRE D' ACTIONS		
VALORISATION DE L' ACTION AU 31/12		
NOMBRE D' OPTIONS NON EXERCÉES AU 31/12		
VALORISATION DE L' ACTION AU 31/12		
AVANTAGES POSTÉRIEURS À L' EMPLOI	1 783	227
INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE	1 783	227
RÉGIME DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES		
ASSURANCE MALADIE		
AUTRES AVANTAGES		

(Montants en millions de F CFA)

4.23. Les prêts, avances et garanties accordés aux dirigeants

La publication de la note annexe 4.23 portant sur les prêts, avances et garanties accordés aux dirigeants participe également à la bonne gouvernance des établissements de crédit.

L'information est fournie par ligne d'avantage, mais de façon anonyme, en précisant les conditions de l'octroi du prêt, de l'avance ou de la garantie (taux d'intérêt, autorisation ou non du conseil d'administration).

L'information est étendue aux principaux actionnaires ou associés ainsi qu'aux entreprises dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

Conformément aux dispositions de la loi bancaire, les principaux actionnaires ou associés sont ceux d'entre eux qui détiennent chacun directement ou indirectement 10% des droits de vote au sein de l'établissement de crédit.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
PRÊTS		3 819	2 675		
	ADJOINT RESP. SERVIC	1	0	0,0%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	10	9	1,5%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	26	16	3,0%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	12	8	1,5%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	20	19	1,5%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	1	0	0,0%	
	ADJOINT RESP. SERVIC	16	14	1,5%	
	DIR. CONTROLE PERMAN	1	0	0,0%	
	DIR. CONTROLE PERMAN	22	18	1,5%	
	DIR. CONTROLE PERMAN	4	3	1,5%	
	DIR. CONTROLE PERMAN	26	19	3,0%	
	DIRECTEUR ADJOINT CTRL P	24	19	1,5%	
	DIRECTEUR ADJOINT CTRL P	4	3	1,5%	
	DIRECTEUR ADJOINT AFF JURIDIQUES	27	25	1,5%	
	DIRECTEUR ADJOINT AFF JURIDIQUES	46	38	3,0%	
	DIRECTEUR ADJOINT FINANCES	15	4	3,0%	
	ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION BANCAIRE	2	2	0,0%	
	ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION BANCAIRE	15	10	1,5%	
	ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION BANCAIRE	29	11	3,0%	
	ADJOINTDIRECTEUR AUDIT INTERNE	1	0	0,0%	
	ADJOINTDIRECTEUR AUDIT INTERNE	24	16	1,5%	
	ADJOINTDIRECTEUR AUDIT INTERNE	4	3	0,0%	
	ADJOINTDIRECTEUR AUDIT INTERNE	29	11	3,0%	
	DIRECTEUR DIT	30	24	1,5%	
	DIRECTEUR CONFORMITE	28	22	1,5%	
	DIRECTEUR AUDIT INTE	40	14	3,0%	
	DIRECTEUR CENTRE D'AFFAIRES	10	7	0,0%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR DPB	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR DPB	45	29	1,5%	
	DIRECTEUR DPB	37	13	3,0%	
	DIRECTEUR RISQUES	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR RISQUES	6	3	1,5%	
	DIRECTEUR RISQUES	30	13	1,5%	
	DIRECTEUR CLIENTELE INSTI	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR CLIENTELE INSTI	18	12	1,5%	
	DIRECTEUR CLIENTELE INSTI	39	20	3,0%	
	DIRECTEURFINANCIER	1	0	0,0%	
	DIRECTEURFINANCIER	11	5	0,0%	
	DIRECTEURFINANCIER	19	8	0,0%	
	DIRECTEURFINANCIER	22	9	0,0%	
	DIRECTEURFINANCIER	5	4	0,0%	
	DIRECTEUR RETAIL	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR RETAIL	19	18	1,5%	
	DIRECTEUR RETAIL	55	35	3,0%	
	DIRECTEUR RH	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR RH	2	2	0,0%	
	DIRECTEUR RH	21	14	0,0%	
	DIRECTEUR RECOUVR. CONT	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR RECOUVR. CONT	19	14	1,5%	
	DIRECTEUR RECOUVR. CONT	35	11	3,0%	
	CHARGE DE MISSION	26	3	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	38	38	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	3	2	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	29	23	3,0%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	44	43	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	14	1	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	1	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	40	36	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	25	20	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	24	20	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	0	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	37	34	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	16	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	17	13	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	40	37	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	32	23	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	9	8	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	17	11	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	17	11	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	12	3	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	12	6	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	1,5%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR D'AGENCE	22	20	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	32	31	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	0	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	17	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	15	2	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	21	1	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	23	19	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	14	5	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	23	23	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	15	8	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	2	2	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	4	4	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	29	26	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	17	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	20	14	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	13	9	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	3	2	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	16	11	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	15	13	1,5%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR D'AGENCE	22	8	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	25	17	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	3	2	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	42	38	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	7	6	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	26	25	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	8	7	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	39	15	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	1	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	11	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	40	40	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	1	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	22	19	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	11	6	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	6	3	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	18	15	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	10	5	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	19	17	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR D'AGENCE	21	20	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	28	28	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	19	18	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	25	21	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	22	21	1,5%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	9	9	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	30	12	3,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR D'AGENCE	15	11	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR DE ZONE	40	34	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR DE ZONE	20	17	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	34	25	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	35	20	3,0%	
	DIRECTEUR DE ZONE	1	1	0,0%	
	DIRECTEUR DE ZONE	21	19	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	47	39	1,5%	
	DIRECTEUR DE ZONE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR JURIDIQUE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR JURIDIQUE	5	5	1,5%	
	DIRECTEUR JURIDIQUE	32	22	1,5%	
	DIRECTEUR JURIDIQUE	30	9	3,0%	
	DIRECTEUR MARKETING	20	16	3,0%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	DIRECTEUR MARKETING	35	12	1,5%	
	DIRECTEUR ANIMATION COMMERCIALE	1	0	0,0%	
	DIRECTEUR ANIMATION COMMERCIALE	19	16	1,5%	
	RESPONSABLE DE L'ORG	39	39	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE OPERATIONNELS	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE OPERATIONNELS	1	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE OPERATIONNELS	11	8	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE AUDIT INTERNE	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE AUDIT INTERNE	9	9	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE AUDIT INTERNE	30	26	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE RECOUVREMENT	25	25	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE QUALITE	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE QUALITE	8	6	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE QUALITE	2	2	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE QUALITE	26	10	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE MIDDLE	14	3	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE TRANSFR	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE TRANSFR	33	31	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE ASSURA	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE ASSURA	1	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ASSURA	10	6	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ASSURA	19	3	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE INSPECTION	2	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE INSPECTION	1	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE INSPECTION	35	33	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE RISQUES	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE RISQUES	3	3	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE RISQUES	2	2	1,5%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	RESPONSABLE SERVICE RISQUES	50	45	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE GAC	9	3	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE GAC	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE TRESO	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE TRESO	43	42	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE IFRASTR	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE IFRASTR	3	3	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE IFRASTR	39	37	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE BAUX	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE BAUX	1	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE BAUX	7	6	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE BAUX	35	24	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE PRECON	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE PRECON	23	22	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE SOD	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SOD	18	17	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE SMM	36	35	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SMM	0	0	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE RSSI	29	27	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ACTIFS HORS EXPLO	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE ACTIFS HORS EXPLO	14	13	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ACTIFS HORS EXPLO	17	5	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE FOR DEV RH	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE FOR DEV RH	2	2	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE FOR DEV RH	22	19	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE PARC AUTO	1	0	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE PARC AUTO	0	11	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE PARC AUTO	14	9	3,0%	

(Montants en millions de F CFA)

PRÊTS, AVANCES ET GARANTIES	QUALITÉ DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT *		TAUX D'INTÉRÊT	AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
		INITIAL	SOLDE		
	RESPONSABLE SERVICE ARCHIVRES ET COURRIERS	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE ARCHIVRES ET COURRIERS	2	2	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ARCHIVRES ET COURRIERS	2	1	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE ARCHIVRES ET COURRIERS	31	28	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	25	17	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	1	0	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	1	1	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE FINA	6	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SOI	12	8	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE RCE CAF	5	3	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE SECURITE	19	17	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE CTRL FINANCIER	1	0	0,0%	
	RESPONSABLE SERVICE CTRL FINANCIER	7	6	1,5%	
	RESPONSABLE SERVICE CTRL FINANCIER	46	33	3,0%	
	RESPONSABLE SERVICE RSAP	16	11	1,5%	
	SECRETARIAT D'ENTREPRISE	1	0	0,0%	
	SECRETARIAT D'ENTREPRISE	12	12	1,5%	
	SECRETARIAT D'ENTREPRISE	34	20	3,0%	
	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	100	86	1,5%	
	ADMINISTRATEUR	377	166	10,0%	
AVANCES		0	0		
GARANTIES		0	0		

(Montants en millions de F CFA)

4.24. Les opérations réalisées avec les parties liées

Les parties liées sont traitées dans la note annexe 4.24. Elles comprennent :

- les entités que l'établissement déclarant contrôle directement ou non (filiales, coentreprises) ou sur lesquelles l'établissement déclarant exerce une influence notable (participation représentant au moins 20% du capital de la structure émettrice) ;
- les entités liées aux dirigeants et principaux actionnaires.

Compte tenu des limitations d'ordre prudentiel, les filiales des établissements assujettis devraient être des établissements de crédit, tandis que les co-entreprises devraient être constituées notamment d'entités dont l'activité se trouve dans le prolongement de celle de l'établissement déclarant ou du groupe auquel il appartient, conformément aux dispositions de l'instruction n°33-11-2016 de la BCEAO relative aux états financiers sous une forme consolidée.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

OPÉRATIONS	31/12/2019				31/12/2018			
	FILIALES	CO-ENTREPRISES	AUTRES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES	ENTITÉS LIÉES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	FILIALES	CO-ENTREPRISES	AUTRES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES	ENTITÉS LIÉES AUX ADMINISTRATEURS ET PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
ACTIF								
PRÊTS, AVANCES ET TITRES				10 096				13 330
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS				1 974				217
PRÊTS				8 107				13 098
TITRES				15				15
AUTRES ACTIFS				166				36
TOTAL				10 262				13 366
PASSIF								
DÉPÔTS				3 719				5 828
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS				2 558				4 044
AUTRES EMPRUNTS								
DETTES REPRÉSENTÉES PAR DES TITRES				1 161				1 784
AUTRES PASSIFS				0				
TOTAL				3 719				5 828
ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS								
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS								
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS								
TOTAL								
PRODUITS ET CHARGES								
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS				642				998
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES				65				509
COMMISSIONS (PRODUITS)				71				122
COMMISSIONS (CHARGES)								258
AUTRES PRODUITS								
AUTRES CHARGES				1044				1290
TOTAL NET				-396				-938

4.25. Les comptes de la clientèle

La note annexe 4.25 est de nature statistique. Elle renseigne sur les différents comptes ouverts par l'établissement déclarant, par nature et en nombre. Les informations sont indiquées sur l'exercice de référence et l'exercice précédent.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTÈLE	31/12/2018	31/12/2019
COMPTES COURANTS	9 774	7 116
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L'ETAT DU DECLARANT		
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DE L' UMOA	116 220	98 548
COMPTES CHEQUES DES RESIDENTS DU RDM		
COMPTES D'EPARGNE	416 719	445 125
COMPTES A TERME	1 736	1 494
BON DE CAISSE		
AUTRES COMPTES DE DEPOTS	17 947	40 743

4.26. Le réseau

La note annexe 4.26 renferme des données statistiques qui renseignent sur la présence géographique de l'établissement déclarant, à travers les guichets (permanents, périodiques, automates), les bureaux de représentation, les succursales et les agences à l'étranger.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

RÉSEAU	31/12/2018	31/12/2019
GUICHETS PERMANENTS	49	49
GUICHETS PERIODIQUES		
DISTRIBUTEURS / GUICHETS AUTOMATIQUES DE BANQUE	81	81
SUCCURSALES ET AGENCES A L'ETRANGER		
BUREAUX DE REPRESENTATION		

4.27. Les effectifs, la masse salariale et le personnel extérieur

La note annexe 4.27 est présentée en deux parties, distinguant le personnel propre de l'établissement déclarant et le personnel extérieur, facturé par des sociétés ad hoc de personnel temporaire, dont dépendent les agents en question.

Ce montage juridique masque la réalité économique d'un apport de travail. D'où l'intérêt, pour la pertinence de l'analyse, de traiter les charges engagées par l'établissement dans ce cadre comme des charges de personnel.

La note est présentée en faisant ressortir la répartition des effectifs selon la nationalité du personnel et la qualification, notamment les cadres et assimilés, les techniciens et assimilés, les agents de maîtrise, les employés et les ouvriers.

Source : Guide d'application du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA

PERSONNEL PROPRE	EFFECTIFS						MASSE SALARIALE									
	ÉTAT DU DÉCLARANT		UMOA		RDM		TOTAL		ÉTAT DU DÉCLARANT		UMOA		RDM		TOTAL	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
CADRES ET ASSIMILÉS	59	24	2	1	2	1	63	26	1 517	682	231	77	26	18	1 774	777
TECHNICIENS ET ASSIMILÉS																
AGENTS DE MAITRISE	274	206					274	206	2 765	2 115					2 765	2 115
EMPLOYÉS ET OUVRIERS	52	25					52	25	288	87					288	87
TOTAL	385	255	2	1	2	1	389	257	4 570	2 884	231	77	26	18	4 827	2 979

PERSONNEL EXTÉRIEUR	EFFECTIFS						CHARGES TOTALES	
	ÉTAT DU DÉCLARANT		UMOA		RDM		TOTAL	
	M	F	M	F	M	F	M	F
CADRES ET ASSIMILÉS								
TECHNICIENS ET ASSIMILÉS								
AGENTS DE MAITRISE								
EMPLOYÉS ET OUVRIERS	1	3					1	3
TOTAL	1	3	0	0	0	0	1	3